

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Enjeux-et-realites-des-gauches-au-sud-du-Rio-Bravo-Le-volcan-latino-americain>

Enjeux et realites des gauches au sud du Rio Bravo : Le volcan latino-americain

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : mardi 13 décembre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Depuis que la guerre froide est enterrée, certains intellectuels et hommes politiques ont proclamé que l'idéal révolutionnaire était de l'ordre du passé. Pourtant, les Latino-américains nous rappellent régulièrement que la fin de l'histoire n'est pas pour demain [1]. Et dernièrement, c'est à une véritable montée en puissance des gauches à laquelle on assiste. Gauches politiques tout d'abord, avec la conquête électorale de plusieurs gouvernements nationaux, dont M. Hugo Chavez au Venezuela, le président "Lula" (Luis Inacio da Silva) au Brésil et récemment, M. Tabaré Vázquez, le leader du Front élargi uruguayen. Mais aussi, et surtout, c'est la nouvelle radicalité des gauches sociales qui inquiètent les élites locales et du même coup Washington. Les grandes émeutes populaires d'Argentine, d'Equateur, de Bolivie et du Panama, l'instabilité chronique des gouvernements, les luttes tous azimuts contre les privatisations, le processus participatif de la révolution bolivarienne au Venezuela, etc... : l'hégémonie néolibérale se trouve questionnée par la vague montante d'une multitude de résistances. Tout ceci avec pour toile de fond une situation catastrophique, marquée par l'augmentation des inégalités, la présence de plus de 225 millions de pauvres et une perte de légitimité croissante des systèmes politiques en place.

Gauches latino-américaines et renouveau des mouvements sociaux

Indéniablement, la « grande patrie » de José Martí vit une dynamique contestataire novatrice : « *De nouvelles forces sociales ont émergé - mouvements d'habitants de quartiers pauvres, mouvements de femmes, mouvements des sans-terre, des sans-emploi, mouvements indigènes...- qui imposent de nouveaux thèmes à l'agenda des luttes sociales, articulés à une critique renouvelée du capitalisme* » [2]. Ce renouveau prétend réussir à conjuguer démocratie sociale et politique, égalité et diversité et construire « *un monde où tiennent tous les mondes* », manière de rejeter l'uniformité de la marchandisation globalisée, sans mettre aux oubliettes l'internationalisme. Les répertoires d'action collective utilisés sont eux aussi particulièrement intéressants, avec un accent mis sur l'autogestion.

Pourtant, voir dans les occupations d'usines argentines, les médias communautaires vénézuéliens, le Mouvement des sans terre brésilien ou les villages zapatistes au Mexique, l'archétype d'un mouvement social idéal, et totalement nouveau, serait oublier l'essentiel. Tout d'abord parce que ces divers processus sont traversés de multiples divisions et différences, de part leurs logiques et résultats. Ensuite, car ce phénomène est le produit d'une articulation entre un passé de mobilisations collectives (notamment celles d'un mouvement ouvrier qui reste un acteur central) et un présent, où l'origine commune des résistances est, comme hier, « *le conflit, direct et indirect, avec la matérialité des rapports de pouvoir et de domination* » [Hernán Ouviaña dans [Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine](#), Op. Cit.]. Enfin, du fait que le défi posé - réussir à affronter efficacement le néolibéralisme - semble encore irrésolu. Au contraire, les derniers bilans sont plutôt pessimistes puisque l'expérience brésilienne paraît confirmer que l'accession de la gauche à la tête d'un exécutif national n'est pas synonyme de conquête du pouvoir, mais plutôt de cooptation, reniements, voire de corruption et, donc, d'un décrochage croissant entre mouvements sociaux et gouvernements d'origine progressiste.

Mais pour comprendre cette évolution, il faut en revenir à l'histoire [3]. Quand, à la fin des années cinquante, la révolution cubaine éclate aux nez et à la barbe de l'Empire, l'objectif stratégique alors largement partagé par les mouvements révolutionnaires est celui du socialisme. Les instruments utilisés sont la lutte armée, l'insertion dans le mouvement de "masse", la participation électorale ou encore l'essai de la combinaison des trois. Cette période est celle des guérillas, de la théologie de la libération, mais aussi de l'échec d'une tentative de transformation pacifique au Chili (1970-1973). Une série en cascade de coups d'Etat met fin à ces velléités. Malgré le reflux des années quatre-vingt, les oppositions aux dictatures laissent augurer des jours meilleurs. Dès 1979, la révolution sandiniste au Nicaragua redonne l'espoir.

L'avènement de régimes parlementaires et le triomphe des Etats-Unis dans la guerre froide coïncident avec une nouvelle étape historique. En 1990, analysant les rapports de forces mondiaux, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) proclame la fin d'un cycle : celui des révolutions anti-impérialistes et de la lutte armée. D'un même

geste, le FSLN réaffirme cette orientation en acceptant sa défaite électorale, qui laisse la tête du pays aux forces conservatrices. Cette option est suivie d'une sortie de conflit au Salvador pour les guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN). Dans une telle conjoncture plusieurs groupes armés essaient un difficile retour à la vie civile comme en Colombie (le M-19) ou en Uruguay (les Tupamaros). Parallèlement, dans de nombreux pays, on assiste à des "transitions démocratiques" partielles, négociées avec les forces militaires.

Cette nouvelle voie trouve sa traduction logique dans le « Forum de Sao Paulo », qui regroupe les partis de gauche en accord avec cette tactique [4]. Ce que d'aucun prendront pour un âge de raison, social-démocrate, se traduit finalement pour plusieurs organisations en un clair processus de *social-libéralisation*. Défendant l'idée d'une « troisième voie », leurs dirigeants se trouvent véritablement cooptés par le système néolibéral. Un des paradigmes de ce phénomène - visible à l'échelle planétaire - est le gouvernement de la Concertation au Chili, dont la gestion est régulièrement plébiscitée par le Fonds monétaire international. Ainsi, tandis qu'une minorité de militants ont choisi de poursuivre la lutte armée (telles les Forces armées révolutionnaires (FARC) de Colombie ou le Mouvement Túpac Amaru péruvien), d'autres se sont laissés absorber par ce que Atilio Boron nomme « *la malédiction du possibilisme conservateur* » [5]. Et, au grand désespoir de nombreux acteurs sociaux, cette involution a aussi gangrené l'un des plus importants partis ouvriers de la planète : le Parti des travailleurs (PT) brésilien.

Deux ans après son arrivée au gouvernement, le président « Lula » est la coqueluche des milieux financiers et de l'agrobusiness [6]. Et dernièrement, c'est au sein d'un vaste réseau de corruption que le gouvernement brésilien se trouve engagé, à l'image des exécutifs précédents (tant décriés par Lula lorsqu'il était encore un militant conséquent). Indéniablement, cette dérive est le produit d'une lente transformation du PT, qui s'étend sur plus de 20 ans. Et si dans ce pays-continent, la gauche se montre incapable de mettre en oeuvre des alternatives, il n'est finalement pas si étonnant de voir le même scénario se répéter dans de petits pays...

Cela a été le cas de l'Equateur de M. Gutiérrez qui a bercé d'illusions le mouvement indigène, jusqu'à être renversé par une révolte des couches moyennes appauvries. En Argentine, M. Kirchner, souvent qualifié de « centre-gauche », développe une gestion conservatrice déguisée, tout en ayant réussi à démobiliser ceux qui s'étaient engagés dans l'insurrection de 2001.

En Uruguay, les déclarations du Frente Amplio montre une croissante *lulalisation* de la gestion de ce gouvernement, alors que des domaines politiques aussi essentiels que la reconquête de l'eau potable en tant que bien public sont peu à peu abandonnés par Tabaré Vázquez au profit des grandes multinationales. Enfin, en Bolivie, le Mouvement vers le socialisme (MAS) du leader paysan Evo Morales connaît un processus d'institutionnalisation, qui l'a conduit à soutenir le Président Carlos Mesa (déchu), puis à abandonner brusquement la revendication de l'Assemblée constituante, pourtant clamée dans toutes les rues du pays andin, après plus de 20 mois de luttes populaires en faveur de la récupération des ressources naturelles. Evo Morales reste d'une grande popularité et à ce titre sera peut-être le prochain président du pays andin. Mais s'il ne veut pas décevoir et désamorcer la révolte de nouveau, il devra écouter la voix du peuple et s'engager sur un programme de réelle rupture avec le néolibéralisme. C'est de telles constatations qui ont fait écrire, il y a quelques mois, à un journaliste du *Wall Street Journal*, que si la gauche est de nouveau en ascension en Amérique latine, c'est surtout, pour l'instant, avec « *de nouveaux habits conservateurs* » qui paraissent très loin de la geste héroïque du Che Guevara ou de Camilo Torres [7].

Défis actuels pour la construction d'alternatives

Ainsi, le vrai clivage n'est pas entre des « gauches de gouvernement », supposées responsables ou pragmatiques (en fait, gestionnaires des intérêts du capital) et des « gauches de rejets », soit disant condamnées à de stériles protestations, sans lendemains [8]. Pour M. Handal, ex-guérillero et candidat malheureux à la présidence du Salvador en mars dernier, le débat actuel ne serait pas non plus celui de l'opposition entre lutte armée et voie pacifique, mais plutôt de savoir si les processus électoraux peuvent réellement « *constituer une voie pour l'accès des*

forces révolutionnaires au gouvernement » et, de là, pour une transformation sociale réelle du capitalisme néolibéral [9]. Selon le politologue Steve Ellner, trois grandes stratégies existent au sein de la gauche latino-américaine [10]. La première est celle de la « troisième voie », social-libérale, dont l'horizon ne dépasse désormais plus le modèle économique en place. Cette option a agi, comme un chant des sirènes sur la plupart des partis de gauche, ayant accédé au gouvernement au cours des dernières années.

La seconde stratégie défend la constitution de fronts antinéo-libéraux et une tactique d'accumulation de force, notamment par le biais de gouvernements locaux (municipal, régional) et diverses stratégies électorales. C'est l'idée défendue par plusieurs partis communistes latino-américains (et par la sociologue chilienne Martha Harnecker), ainsi que, en son temps, par le PT brésilien lorsqu'il était dans l'opposition. Le but affiché est constituer un bloc social large, incluant outre les secteurs populaires, la petite et moyenne bourgeoisie [11].

Au Chili, le Parti communiste s'est inscrit dans une telle perspective, avec un certain succès lors des dernières élections municipales, mais sans que la coalition de gauche ne parvienne réellement à dépasser le stade du simple accord électoral pour incarner une alternative forte, basée sur un mouvement social qui reste à reconstruire (à la base). Enfin, et c'est la dernière approche, d'autres revendiquent encore l'objectif du socialisme et une tactique politique rupturiste, anti-capitaliste et anti-impérialiste, qui parte avant des luttes sociales [12]. Au Brésil, cette inquiétude est partagée par le tout jeune Parti socialisme et liberté (PSOL), conduit par des militants exclus du PT, ainsi que par une multitude de militants sociaux.

Quoi qu'il en soit, l'actuelle crise politique mexicaine confirme qu'une tactique simplement électoraliste ne saurait être une fin ultime pour les gauches et que les oligarchies locales restent prêtes à utiliser tous les artifices pour s'opposer au respect des urnes si nécessaire, y compris face à des forces ouvertement réformistes, ayant pourtant donné de nombreux gages de "bonne conduite" [13]. De là, l'importance des débats en cours autour de la problématique du pouvoir. Certains membres de la gauche sociale, inspirés du néozapatisme du sous-commandant Marcos et d'une partie du mouvement altermondialiste, pensent qu'il faut « *changer le monde sans prendre le pouvoir* ». C'est aussi ce que proclame l'intellectuel anglais John Holloway [14]. Privilégiant les contre-pouvoirs issus de la société civile et rejetant toute forme de délégation, de filiation partisane ou de participation institutionnelle, cette théorie provoque la polémique. Certes, il s'agit d'une réaction compréhensible contre les attitudes, souvent verticalistes ou autoritaires, des partis traditionnels.

Mais la question centrale reste : comment prétendre changer le monde sans prendre le pouvoir, sans s'organiser politiquement contre les classes dominantes et en évacuant d'un revers de la main la question cruciale de l'Etat ? S'il existe bel et bien une distance entre le champ du politique et l'espace des mouvements sociaux, ne serait-ce pas, précisément, l'articulation entre les deux qui stimulera les luttes contre le capitalisme néolibéral ? D'ailleurs, cette prise de conscience est en train de se développer au sein des rangs zapatistes eux-mêmes. Après vingt ans de construction d'une autonomie indigène exceptionnelle, mais aussi face à l'essoufflement de leur projet et la répression du pouvoir central, la Sixième déclaration de l'Armée zapatiste de libération nationale vient de faire un nouveau pas en avant. Reconnaisant la nécessité d'une union des indigènes « *avec les travailleurs des villes et des campagnes* », ils appellent à l'élaboration « *d'un programme national de lutte, clairement à gauche, vraiment anticapitaliste et vraiment antilibéral* ». S'incorporant à la discussion politique nationale mexicaine, ils proposent également de jeter les bases d'une nouvelle constitution, invitant à les rejoindre non seulement les acteurs de la société civile, mais aussi les organisations politiques de la gauche extraparlamentaire. L'avenir dira la portée d'une telle déclaration.

Dans cette discussion cruciale, la révolution cubaine - après des décennies d'embargo étasunien - reste un symbole incontestable aux yeux de nombreux latino-américains. Mais il est désormais une autre étoile montante : la révolution vénézuélienne. Le processus bolivarien a accumulé les originalités. Faute d'un puissant mouvement ouvrier organisé, le président du Venezuela a su s'appuyer sur certains secteurs des forces armées et une fraction des classes pauvres. D'autre part, Hugo Chavez défend une dynamique qui allie participation populaire, élections

démocratiques et rupture avec les anciennes institutions (grâce à la promulgation de la constitution de 1999). Depuis, malgré les tentatives de coup d'Etat et les manœuvres de Washington, la fête démocratique de ce pays se poursuit, le gouvernement accumulant succès électoraux et un programme d'urgence sociale qui porte ses fruits [15].

Mais le Venezuela souffre des mêmes maux que le reste du continent. Et malgré la manne pétrolière, les réformes sociales prévues nécessiteront, à court terme, des transformations structurelles, une remise en cause des privilèges des grands groupes industriels et de l'aristocratie foncière, comme ceux d'une bureaucratie (civile et militaire) pléthorique. La vitalité de l'auto-organisation des classes populaires montre qu'il s'agit d'un processus profondément ancré, mais qui nécessite encore une forte structuration politique pour pouvoir aller plus loin. Poussé par cette énergie tellurique et collective venue d'en bas, M. Chavez a connu une évolution politique inverse aux autres gauches gouvernementales : parti de l'idée d'une « troisième voie » possible et souhaitable, il a progressivement radicalisé ses positions. Ses déclarations, lors du dernier Forum social mondial, peuvent laisser espérer une concrétisation de cette « *révolution dans la révolution* », tant attendue... et tant annoncée depuis.

Ainsi, le 30 janvier 2005, devant une foule enthousiaste, le président vénézuélien, revendiquant la figure du « Che » Guevara, affirmait que la seule issue réaliste est celle « *du socialisme* » et du refus, net et précis, de toute forme de capitalisme. Indéniablement, au-delà des discours de grand leader latino-américain, cette perspective ne pourra prendre corps qu'en s'appuyant toujours davantage sur le mouvement social organisé, sur le pouvoir populaire et par le biais d'un questionnement radical des prérogatives, encore immenses et peu entamées, du patronat vénézuélien et de ses alliés étrangers.

Le corollaire de cette nouvelle donne sociopolitique est aussi la naissance d'un nouvel axe géostratégique dynamique Caracas-La Havane, en même temps que s'accroissent les lignes de fractures politiques dans toute l'Amérique latine [16]. Depuis décembre 2004, Fidel Castro et Hugo Chavez ont signé un accord qui promet un échange important de ressources entre les deux pays : alors que Cuba a envoyé au Venezuela des dizaines de milliers de médecins et éducateurs, ce dernier fournit à l'île des Caraïbes plus de 90 000 barils de bruts par jour, à des prix préférentiels [17]. Cette entente solidaire s'inscrit dans le cadre de l'« Alternative bolivarienne pour les Amériques » (ALBA), destinée à s'étendre à d'autres pays et à contrecarrer la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), voulue par M. G. W. Bush [www.alternativabolivariana.org]. Le Venezuela, fort d'un leadership croissant et grâce à une pétro-diplomatie offensive, entend ainsi prendre ses distances avec les Etats-Unis, lier des liens de Sud à Sud (notamment avec le Brésil et l'Argentine) et favoriser le grand rêve bolivarien d'une intégration latino-américaine [18]. Cette politique internationale ne donne pas seulement un bol d'oxygène au peuple cubain. En s'opposant aux calculs du capital transnational, elle crée un contexte favorable à d'autres politiques anti-impérialistes dans la région.

La révolution bolivarienne arrivera-t-elle à dépasser ses contradictions internes et surtout à contrecarrer la politique d'ingérence de Washington, qui cherche par tous les moyens à écraser cette riche expérience ? L'exemple du Venezuela sera-t-il suivi par d'autres processus de transformation sociale *sui generis* en Amérique latine ? Difficile à dire. Néanmoins, le panorama actuel nous dévoile un arc-en-ciel d'actions collectives, riche de possibilités libératrices. Mais pour construire des alternatives solides face au capitalisme néolibéral, il faudra favoriser - encore et toujours - l'unité, la participation et surtout l'indépendance des classes populaires, tout en accompagnant l'actuelle dynamique des mouvements sociaux par le maintien d'une discussion politique ouverte, libérée des frilosités du sectarisme, mais aussi qui sache rejeter énergiquement les options social-libérales de gauches qui prétendent pouvoir rendre un visage humain et angélique à un système pourtant décadent et oppresseur.

Selon le théologien brésilien Frei Betto, la perspective du renouveau des luttes latino-américaines devra signifier, à court terme, de réussir à avancer simultanément sur deux plans : réussir la (re)construction théorique d'un « *socialisme sans stalinisme, sans dogmatisme, sans sacralisation des leaders et structures politiques* », tout en s'engageant activement dans une praxis radicale destinée à « *reprenre le travail de base, réinventer la structure syndicale, réactiver le mouvement étudiant et inclure dans son agenda les questions indigènes, raciales, féministes* ».

et écologiques » [19].

Paris, 26 septembre 2005.

Post-scriptum :

Notes :

[1] J. Castaneda, *Utopia Unarmed*, Vintage Books, 1994 et P. Monterde, *Quand l'utopie ne désarme pas*, Montréal, Ecosociété, 2002.

[2] Voir l'éditorial de Bernard Duterme et l'article du sociologue Hernán Ouviaña dans [Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine](#), Ed. Syllepse-CETRI, Coll. Alternatives Sud, 2005.

[3] Voir S. Ellner, B. Carry, *The Latin american left : from the fall of Allende to Perestroika*, Westview Press, 1993 et J. Petras, "La izquierda devuelve el golpe", avril 1997 (in www.rebellion.org/petras/petrasindice.htm).

[4] On y trouve parmi d'autres, les sandinistes, le FMLN, le PT du Brésil, le Front élargi d'Uruguay, la Cause R du Venezuela, la Parti révolutionnaire démocratique mexicain.

[5] A. Boron, « [La izquierda latinoamericana a comienzos del siglo XXI](#) », OSAL, N° 13, Août 2004.

[6] E. Sader, « [Rendez-vous manqué avec le mouvement social brésilien](#) », Le Monde diplomatique, janvier 2005.

[7] D. Luhnnow, « *Latin America's left takes pragmatic tack* », Wall Street Journal, 3 février 2005.

[8] Comme semble le suggérer la prestigieuse revue française *Problèmes d'Amérique latine*, N° 55, 2005.

[9] S. Jorge Handal, "El debate de la izquierda en América latina", Diario Co Latino, 29 juillet 2004.

[10] S. Ellner, « *Leftist goals and the debate over anti-neoliberal strategy in Latin America* », Science and Society, Vol. 68, N° 1, 2004.

[11] M. Harnecker, « *Sobre la estrategia de la izquierda en América latina* », octobre 2004 (in www.rebellion.org/docs/5771.pdf) et *La izquierda después de Seattle*, Madrid, Siglo XXI, 2001.

[12] C'est aussi le cas d'intellectuels comme James Petras ou Claudio Katz. Ce dernier est l'auteur d'un livre intitulé [L'avenir du socialisme](#) (Buenos Aires, Ediciones Herramienta / Imago Mundi, 2004).

[13] Ainsi, M. López Obrador du PRD (centre gauche) et maire de Mexico, a été menacé de ne pas pouvoir se présenter aux prochaines élections présidentielles, sous un prétexte juridique fallacieux. Cette annonce a lancé dans la rue des centaines de milliers de personnes en avril 2005.

[14] J. Holloway, *Change the World without taking power*, Londres, Pluto Press, 2002.

[15] Voir par exemple, P. E. Dupret, « [Fête démocratique au Venezuela](#) », Le Monde diplomatique, septembre 2004.

[16] M. Lemoine, « [Des lignes de fracture en Amérique latine](#) », Le Monde diplomatique, juin 2005.

[17] www.LatinReporters.com.

[18] La création de l'entreprise pétrolière Petrosur, commune entre le Venezuela, l'Argentine et le Brésil est à ce titre une avancée significative.

[19] F. Betto, « [Desafíos a la nueva izquierda](#) », Punto Final, N° 586, mars 2005.